

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 07 Avril 2025
Délibération n° DE_2025_022

Le 07 avril deux mille vingt-quatre, à 20 heures 00, le Conseil Municipal, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil Municipal, en mairie de BOURDEAUX, sous la présidence de Monsieur DIDIER, Maire.

Présents : DIDIER Thierry, PEYSSON Catherine, BRUN Mireille, DESSUS Jean-François, ARNEPHY Delphine, BOMPARD Jocelyne, HERMANT Marie-Odile, LEYMAN Robert, SIMOND Bruno, TERROT Stéphanie et TURC Jack

Absents excusés : BELLE Michaël (pouvoir à DIDIER Thierry) et VANDERNOOT Noémie

Absents : MASNATA Mallauray

Secrétaire : HERMANT Marie-Odile

OBJET : Zones d'accélération des énergies renouvelables. Bilan de la concertation.

Vu la Loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables du 10 Mars 2023,
Vu l'article 15 de ladite Loi qui demande aux communes de définir des zones d'accélération des énergies renouvelables,

Vu le courrier MTEn/2023-03/12733 de la ministre de la transition énergétique,

Vu les échanges avec la Direction Départementale des Territoires de la Drôme

La loi relative à l'Accélération de la Production d'Énergies Renouvelables (APER) du 10 Mars 2023 a, parmi ses objectifs, celui de « planifier avec les élus locaux, le déploiement des énergies renouvelables dans les territoires ».

Ainsi, à travers son article 15, ladite Loi demande aux communes de définir des zones d'accélération des énergies renouvelables.

Ces zones d'accélération correspondent à des zones jugées préférentielles et prioritaires par les communes pour le développement des énergies renouvelables.

Elles sont proposées par les communes, pour chaque type d'énergie renouvelable. Ce ne sont pas des zones exclusives. Des projets peuvent donc être autorisés en dehors de ces zones mais ces derniers seront plus compliqués à réaliser, notamment avec la création, par le porteur de projet et à ses frais, d'un comité de projet lors de la phase de concertation.

Dans cet objectif, l'État a mis en place un portail cartographique permettant aux communes de définir ces différentes zones.

Ces zones doivent être définies dans un délai de 6 mois à compter de la mise à dispositions des informations prévues au 1° du II de l'article 15 de la Loi APER afin de respecter les échéances réglementaires.

Ces zones devront faire l'objet d'une concertation du public. Cette concertation n'étant pas définie au travers de la Loi APER, il revient donc au Conseil Municipal de définir ces modalités.

Vu la délibération n°DE_2025_012 du 3 Mars 2025,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

DECIDE, après concertation avec les agriculteurs propriétaire de hangars agricoles, de proposer les zones d'accélération sur les parcelles suivantes : OB 0104 ; OB 0750 ; OE 0001 ; OB 0223 ; OB0588 ; OB 0272 ; OB 0274 ; OB 0273 ; OA 0703 ; OA 0701 ; OA 0675 ; OC 0376 ; OC 0377. OC 0378,

DIT que les propositions de zones d'accélération telles que présentées ci-dessus seront saisie sur le logiciel cartographique à disposition,

ARRETE les modalités de concertation précisées ci-dessous,

La proposition de zone d'accélération a été affichée à partir du 4 Mars 2025, à la mairie et sur les panneaux d'affichage. L'information a été diffusée par voie informatique : site de la mairie, Echo de Couspeau, Panneau pocket.

Une information par affichette a été mise en place chez les commerçants, après l'ouverture du registre.

Un registre a été ouvert en mairie pour recueillir les avis du public pendant 15 jours du 10 mars au 25 mars.

PRECISE que seule une seule intervention est notée dans le cahier de recueil des avis du public ; La remarque porte sur le refus fréquent de l'architecte des bâtiments de France d'installation de panneau photovoltaïque dans le périmètre de protection de la maison du XV -ème siècle.

PRECISE que la présente délibération sera transmise, à la Communauté de Commune Dieulefit Bourdeaux en plus de sa transmission au référent préfectoral dans le Département afin que l'intercommunalité puisse organiser le débat en Conseil Communautaire prévu par la Loi.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Thierry DIDIER

